Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 7 (1957)

Heft: 2

Buchbesprechung: Documents diplomatiques français (1871-1914), deuxième série (1901-1911)

Autor: Aguet, Jean-Pierre

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

recherche constitue sans conteste une précieuse contribution synthétique à l'histoire d'une période de transition capitale dans l'économie française du XIXe siècle dont il reste à connaître encore tant d'aspects passionnants.

Lausanne *Jean-Pierre Aguet*

Documents diplomatiques français (1871—1914), publiés par la Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1914. Deuxième série (1901—1911), t. 13 (26 oct. 1910—30 juin 1911) et t. 14 (1er juillet—4 novembre 1911). Paris, Imprimerie nationale, 1955, XXXIV + 709 p., XL + 779 p., carte.

La publication de la deuxième série des *Documents diplomatiques français* touche à sa fin avec la parution des deux présents volumes. Les dates-limites assignées au tome 13 — 26 octobre 1910–30 juin 1911 — comme au tome 14 — 1er juillet–4 novembre 1911 — sont révélatrices: autant dire que l'essentiel des quelques 900 textes publiés comprend des documents touchant aux événements de la crise franco-allemande de 1911 et plus particulièrement aux contrecoups diplomatiques de l'occupation française de Fez, du coup de force allemand d'Agadir — événement-charnière de la crise — et de la longue négociation franco-allemande qui suivit et qui fit passer à l'Europe quelques mois agités.

Depuis Algésiras et surtout depuis l'accord de «détente» franco-allemand de 1909, dont les dispositions économiques ne paraissent guère avoir été appliquées, le gouvernement français se trouvait dans une position particulière face à l'anarchie marocaine, face aussi au choix de négocier diplomatiquement l'organisation d'un nouveau régime dans l'Empire chérifien ou de s'assurer des «positions de force» préliminaires à l'établissement d'un protectorat non déguisé sur ce territoire. Si la France, à la fin de 1910, accorda ses bons offices pour faciliter la conclusion d'une convention entre l'Espagne et le Maghzen, elle négocia aussi avec Moulay Hafid et son représentant Ben Mokkri une convention d'aide financière assortie de clauses militaires — signée le 16 mars 1911 — s'attirant aussitôt, en dépit d'une attitude «diplomatique» prudente qui se veut respectueuse des règles du jeu marocain fixées à Algésiras, des réactions méfiantes d'un gouvernement madrilène très susceptible et d'un gouvernement berlinois à l'affût de la moindre entorse à ces règles. Les incidents qui se produisirent dans la zone des Zaer, l'attaque notamment d'un goum dans la Chaouïa, puis la révolte générale des tribus qui menace Fez et la souveraineté de Moulay Hafid constituaient autant d'occasions pour Paris d'adopter la seconde politique. Aux appels du sultan de mars et d'avril, le gouvernement français répondit par des mesures militaires, puis par l'intervention de la colonne Moinier, dès le 21 mai 1911, à Fez qui fut débloquée définitivement le 10 juin 1911. L'opération ayant été rondement menée, et en dépit du fait que la paci-

fication était loin d'être assurée, on envisagea, du côté français, d'évacuer le corps expéditionnaire dès le 20 juin 1911.

Cependant, la situation sur le plan diplomatique retarda cette opération. L'Espagne manifesta sa susceptibilité de façon ouverte, en multipliant les démarches diplomatiques et finalement en prenant des gages avec un débarquement à Larache le 8 juin 1911. L'Allemagne surtout, qui, de son côté, n'était plus qu'intéressée économiquement aux affaires marocaines, saisit le prétexte de ce qu'elle considérait comme une violation caractérisée de l'Acte d'Algésiras — alors que la diplomatie française s'était efforcée de faire passer pour provisoire l'intervention à Fez — pour chercher à obtenir des compensations à une reconnaissance de la libre initiative française au Maroc: elle acceptait l'idée d'un protectorat français de fait sur l'Empire chérifien, mais voulait la monnayer. Les rapports de Jules Cambon, ambassadeur français à Berlin, sont clairs sur ce point: la Wilhelmstrasse maniait les offres diplomatiques — notamment à l'entrevue Kiderlen – Cambon à Kissingen, en juin 1911 — avec la menace d'une intervention par la force, d'une prise de gages autrement importante que celle de l'Espagne.

Le tome 14 s'ouvre sur cette prise de gages, sur le coup d'Agadir et ses conséquences diplomatiques. La crise elle-même, avec ses phases successives de négociations ardues entre Kiderlen et J. Cambon — qui mirent aux prises deux praticiens diversement habiles du métier diplomatique sur les compensations coloniales d'Afrique équatoriale et sur les projets nombreux de conventions qui devaient sanctionner l'échange — et de tensions lourdes de menaces de guerre à trois reprises, avec ses interventions britanniques, soigneusement calculées par Sir Edward Grey en juillet et août 1911, qui provoquèrent un assouplissement des positions allemandes, avec l'incertitude du côté de la Russie qui négocie avec l'Allemagne une convention sur les chemins de fer turco-iraniens, est assez connue pour qu'il n'y ait pas lieu d'y revenir.

Il vaut la peine cependant de relever certaines particularités des documents de cette crise aujourd'hui publiés. Une première chose est que la négociation secrète tentée directement par Kiderlen-Wächter avec Joseph Caillaux, par l'intermédiaire du diplomate allemand Lancken et de l'agent français Fondère, n'est évoquée que dans quelques documents, ce qui ne permet guère d'estimer la valeur de cette négociation, intéressante, en dépit de son échec, surtout par le fait qu'elle visait à «tourner» les positions de J. Cambon et de son ministre des affaires étrangères, M. de Selves, et à spéculer sur les désaccords entre ce dernier et le président du Conseil. Secondement, le fait que les prélèvements réalisés pendant l'occupation allemande de 1940—1944 dans les archives du Quai d'Orsay ont rendu difficiles les choix de textes à publier, nous vaut un recours aux papiers des Cambon, recours du plus haut intérêt: il faudrait pouvoir citer telles lettres privées qu'échangèrent Paul Cambon, ambassadeur à Londres, et Jules Cambon, ambassadeur à Berlin, comme certaines lettres privées adressées par les

deux diplomates aux ministres des affaires étrangères qui se succédèrent pendant la crise. Dans cette «montée des périls», Paul et Jules Cambon laissent apparaître leur inquiétude, sinon leur désillusion. Le 25 avril 1911, au moment où l'affaire de Fez est engagée, Jules Cambon écrit par exemple: «J'avais dit en venant ici (à Berlin) que je ne voulais aller ni à Ems ni à Fachoda. J'avais, je crois, réussi: nous sommes en train d'aller à Fachoda en passant par Ems, ce qui est plus bête que tout.» Paul Cambon, qui ne ménagea pas ses critiques à Cruppi, «inexpérimenté et fatigué», pris entre Caillaux et Delcassé, n'hésita pas, pour sa part, à donner des conseils vifs sur les règles du jeu diplomatiques à M. de Selves, qui usait trop de celles du jeu parlementaire, sensiblement différentes, dans la rédaction de projets de conventions franco-allemandes.

Il faut noter le fait que Caillaux fut en relations directes à plus d'une reprise, avec Jules Cambon, exerçant ainsi une influence personnelle sur le cours de la négociation: le président du Conseil y reconnait les risques qu'il court en négociant avec l'Allemagne après le coup d'Agadir qui a soulevé l'opinion publique française: le 14 août 1911, il donne ainsi à J. Cambon des conseils impératifs: «Pour la première fois, j'entends ouvertement souhaiter la guerre. Il y a quelques jours, les transactions utiles avec l'Allemagne auraient passé comme une lettre à la poste; aujourd'hui, je cours des risques en les consentant. Dans quinze jours, je serai peut-être paralysé. Il faut qu'on se rende compte, en Allemagne, que le pays que nous sommes ne supportera pas longtemps certaines façons et certaines brutalités. En résumé, traitez le plus tôt possible, et, bien entendu, aux meilleures conditions possibles, sinon... je n'ose prévoir ce qui adviendrait.»

Ceci nous amène à une nouvelle remarque sur le rôle des opinions publiques dans cette période critique: il n'est que de lire encore une fois les rapports de J. Cambon pour y relever de constantes allusions à des articles «chauvins» ou indiscrets de journaux français ou allemands, pour y noter aussi les adjurations répétées du diplomate français, demandant au Quai d'Orsay, d'essayer de limiter les excès, susceptibles de lourdes conséquences, de la presse française. C'est assez dire que le jeu subtil, mais aussi traditionnel, des chancelleries se trouve, à plus d'une reprise, faussé, désorienté, compliqué par les réactions des opinions publiques, souvent provoquées par la presse dont les gouvernements ne sont que très imparfaitement maîtres, réactions qui peuvent conduire à des tensions dont les diplomates sentent instinctivement — les lettres des Cambon le prouvent sur plus d'un point — qu'ils ne pourront les résoudre par des moyens «classiques». Dans le même ordre d'idée, signalons l'intéressant rapport de l'attaché militaire français à Berlin du 28 mars 1911 (tome 13, n° 204) sur le bluff militaire allemand — constituant à diffuser des idées touchant à l'invicibilité de l'armée du IIe Reich et à l'efficacité du «Blitzkrieg» qu'elle peut conduire — et sur la préparation psychologique à l'idée de guerre de la population allemande.

Il reste à noter l'inquiétude dominante que l'attitude du gouvernement

du tzar à l'égard de l'Allemagne suscita dans les milieux dirigeants français. Le fait que Saint-Pétersbourg négociait avec Berlin, à la suite de l'entrevue de Potsdam du 4 novembre 1910, sur les chemins de fer dans l'Empire ottoman et signait, en pleine crise d'Agadir, le 19 août 1911, une convention à ce sujet, contribua très probablement à rapprocher Paris et Londres pour faire face à la nouvelle manifestation de la politique de «prestige» du gouvernement impérial allemand et à entraîner finalement une solution pacifique de la crise durement acquise et, on le sait, largement critiquée tant en France qu'en Allemagne.

Les autres documents de ces deux volumes concernent principalement les affaires des Balkans, de la Tripolitaine. Notons tout particulièrement l'intérêt de quelques rapports diplomatiques concernant la situation du Japon (22 déc. 1910, t. 13, n° 100) et le sens de son alliance avec le Royaume Uni du 13 juillet 1911, vue sous l'angle français.

Lausanne *Jean-Pierre Aguet*